

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

AGRICULTURE-MALI : Ruée des spéculateurs sur les terres arables

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 9 avril 2010

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

BAMAKO, 6 avril 2010 (IPS) - Des investisseurs nationaux et internationaux occupent de plus en plus de terres arables au Mali pour une production répondant à la crise céréalière. La principale zone rizicole du centre du pays, administrée par l'Office du Niger, est sous le coup des pelleteuses, parfois au détriment des petits paysans locaux.

L'Office du Niger, qui est un service public, est chargé de l'administration de la zone rizicole du delta intérieur du fleuve Niger, une région marécageuse très plate. Il gère environ deux millions d'hectares de terres arables, dont seulement 83.900 hectares sont mis en valeur. L'office encadre les activités de plus de 56.000 petits paysans dont 2.370 femmes qui lui payent chaque année des redevances pour l'eau en fonction du volume qu'ils reçoivent par irrigation.

« Les Sénégalais nous ont mis sous pression pendant un bout de temps afin d'avoir de l'espace. Nous leur avons proposé 25.000 hectares de terres arables, mais ils ne se sont plus manifestés depuis très longtemps (2005) », a déclaré à IPS, Kassoum Denon, directeur de la zone rizicole de l'Office du Niger.

En dehors du Sénégal, l'Arabie Saoudite et la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD) dont la Libye - sont aussi fréquemment citées parmi les pays qui veulent aménager des terres arables dans la zone malienne.

Mais c'est la Libye qui est allée loin dans l'aménagement de 100.000 hectares de terres irrigables qu'elle a acquies. « Les Libyens vont s'installer dans la zone pendant 50 ans, en vertu d'un contrat de bail qu'ils ont signé (en 2008). Les aménagements qu'ils y ont entrepris leur permettront de produire 200.000 tonnes de riz hybride par an », a indiqué à IPS, Auguste Drago, directeur de la zone Macina de l'Office du Niger, où se trouve le chantier libyen.

Pour la consommation de sa propre population, la Libye envisage, en plus de la riziculture, de faire de l'élevage industriel pour produire 25.000 tonnes de viande par an. Elle promet également des usines pour la transformation sur place des produits agricoles comme le concentré de tomates.

Sur le chantier du gigantesque canal d'irrigation libyen en voie de finition et de la route bitumée achevée à 90 pour cent, des jeunes des villages environnants travaillent et se félicitent du projet. « Grâce à ce chantier, la plupart des jeunes des villages de la localité ont trouvé du travail. Les gens pourront plus tard travailler aussi dans les usines et les périmètres irrigués qui seront réalisés », a raconté à IPS, Adama Coulibaly, un jeune du village de Kolongo.

Mais, les organisations paysannes s'inquiètent car le projet viole certains droits des villages qui avoisinent le canal en construction. La Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP) a fait des reproches aux Libyens, après avoir visité le chantier en juillet dernier.

« Les populations locales ne sont pas informées suffisamment sur ce projet. Par exemple, on ne sait pas encore quand ni comment les petits paysans, qui ont été déplacés de leurs champs et villages, vont être indemnisés »,

a déploré à IPS, Lamine Coulibaly, responsable de communication à la CNOP.

Le Mali cède ces terres pour les opportunités qu'offrent les demandeurs, affirme le directeur de l'Office du Niger. " Vous avez vu le chantier des Libyens. Ne nous voilons pas la face : en 50 ans d'indépendance, le Mali n'a pas pu faire ça, et nous pourrions encore faire 50 autres années sans pouvoir le faire".

Rien que pour creuser des canaux géants de 150 mètres de large, la Libye a dépensé quelque 25 milliards de francs CFA (environ 52 millions de dollars), selon l'office. Mieux, les villages riverains bénéficient de routes bitumées, et les investisseurs créent des emplois pour les jeunes de la zone, qui travaillent sur les chantiers, et plus tard dans les périmètres irrigués.

Pour leur part, les agents d'encadrement de l'Office du Niger accueillent très bien le projet libyen qui va réaliser des infrastructures qu'ils ont attendues en vain de l'Etat malien. « Moi, je ne vois que des avantages pour le Mali. Nous pourrions aménager 100.000 hectares de plus pour notre compte grâce à la canalisation principale des Libyens », a affirmé Drago.

Pourtant, il n'y a pas que les investisseurs étrangers qui se bousculent aux portes des rizières de l'Office du Niger. Contrairement à la Libye, des Maliens fortunés ont pris possession de plusieurs parcelles sans y investir un sou. « Cela s'explique par le fait qu'il est facile d'avoir une parcelle. Le demandeur ne paye rien, mais il prend en charge les études socioéconomiques et le coût des aménagements », a indiqué à IPS, Moustaph Maïga, responsable de la communication à l'office.

Toutefois, l'immobilisme de ces nouveaux riches qui arrivent dans la zone commence à agacer la direction de l'office. « Je voudrais publier dans la presse la liste de tous ceux qui n'ont pas encore mis en valeur leurs parcelles, mais je leur accorde une grâce pour qu'ils s'exécutent en 2010 », a déclaré Denon.

Bien qu'il n'en tire pas un bénéfice financier direct, l'Etat malien encourage l'investissement privé dans la zone. Cette politique s'appuie sur une nouvelle loi adoptée en 2006, dont l'objectif est de moderniser le secteur agricole.

« A cause de la crise céréalière actuelle, tous les pays partenaires du Mali se tournent vers la zone Office du Niger. Nous devons donc profiter de cette crise pour réaliser ce que nous n'avons pas pu faire jusqu'ici », a dit le directeur de l'office.

La zone produit principalement du riz et de la canne à sucre. Mais la direction de l'office encourage maintenant les paysans à produire, en contre-saison, des cultures comme la pomme de terre et d'autres légumes. L'Etat gagne indirectement de ces cultures les redevances d'eau que les paysans payent à l'Office du Niger. (FIN/2010)

Soumaila T. Diarra

lire l'article sur le site ipsinternational.org : [AGRICULTURE-MALI : Ruée des spéculateurs sur les terres arables](#)
